

Nous publions ici une réponse d'Isaac Johsua au compte-rendu – intitulé « [Le marxisme en question](#) » – que Pierre Khalfa a consacré, sur notre site, à son livre : La révolution selon Karl Marx.

Pierre Khalfa a lu très attentivement mon dernier ouvrage, *La révolution selon Karl Marx*¹. Je l'en remercie. Son compte-rendu est désormais en ligne sur Contretemps Web sous l'intitulé : *Le marxisme en question*. Ce compte-rendu se conclut sur un éloge (ce dont je me réjouis, bien évidemment), mais (comme il va de soi) un éloge critique, des critiques auxquelles je voudrais répondre dans les développements qui suivent.

Fort logiquement, Khalfa suit dans son exposé l'ordre des chapitres du livre et je l'accompagnerai dans ce mouvement. Sur le premier chapitre (« Les forces productives ne sont pas le moteur de l'Histoire »), il y a un accord général, moyennant quelques points qui demanderaient à être précisés. Le deuxième chapitre (« Le prolétariat peut-il mener à bien sa mission historique ? ») pose, aux yeux de Khalfa, beaucoup plus de problèmes.

Le premier débat porte sur la stratégie révolutionnaire à mettre en œuvre. Dans mon ouvrage, j'évoque celle proposée par Gramsci de la façon suivante : « La réponse de Gramsci est de remplacer la guerre de mouvement par la guerre de position, de se préparer à la lutte dans la durée, de construire peu à peu le prolétariat comme force hégémonique dans la société, la conquête du pouvoir politique central n'étant que l'ultime aboutissement.... Sans le dire, il entre en conflit avec l'une des prescriptions essentielles de Marx : celle portant sur la préséance de la prise du pouvoir politique, celle selon laquelle des transformations sociales essentielles ne pourront avoir lieu qu'après cette prise du pouvoir et pas avant. A suivre la stratégie évoquée par Gramsci le risque serait grand que les positions conquises au sein d'une société encore dominée par la bourgeoisie ne soient rapidement détruites ou phagocytées par un capitalisme tentaculaire. Sans une révolution préalable, l'Etat va-t-il changer de nature, les médias d'appartenance, les entreprises d'objectifs ? Autant d'objections évoquées par Marx lui-même (à propos, par exemple, des coopératives²) et qui depuis n'ont rien perdu de leur portée, bien au contraire »³.

Khalfa m'adresse à ce sujet le reproche suivant : « Johsua critique cette conception (celle de Gramsci) au nom d'une orthodoxie marxiste qu'il conteste par ailleurs »⁴. Dans mon propos, il s'agissait d'abord de signaler qu'à cette occasion, Gramsci rompait avec Marx, qui avait maintenu une position absolument constante sur le sujet, à savoir : les transformations sociales essentielles ne pourraient avoir lieu qu'après la prise du pouvoir et pas avant. Il s'agissait ensuite de souligner, sur ce point, mon accord avec Marx. Dans mon chapitre 5, j'essaye de montrer qu'au niveau économique, socialisme et capitalisme sont deux branches du même arbre. Qu'en conséquence, la différence se fait au niveau politique, celui du Pouvoir des travailleurs. Je soutiens que la réponse à l'univers économique capitaliste n'est pas un autre univers économique, mais un autre univers politique ; que la politique fait ici directement partie de l'agencement économique ; que, dans toute la mesure où il existe, le rapport de production socialiste est le pouvoir des travailleurs. Il s'ensuit que le socialisme commence d'abord par la tête, par la conquête du pouvoir politique, et que Marx, à mon sens, avait raison.

Khalfa me reproche de contredire moi-même les critiques que j'adresse à Gramsci (et à ceux qui le suivent...) dans la mesure où je démontre que : « Même dans la société actuelle, faite de marché universel et de finance triomphante, nous trouvons (...) des matériaux pour le communisme, ou encore (selon la formule de mon frère, Samuel Johsua)

des « gisements de communisme »⁵. Mais, quand il reprend cette formule à son compte, Khalifa en change le sens : il parle de l'existence dans la société actuelle « d'éléments de communisme », ce qui n'est pas la même chose que ce dont je parle, à savoir « des matériaux pour le communisme » ou des « gisements de communisme ». La formulation de Khalifa (des « éléments de communisme ») pourrait laisser entendre que, même sous la domination capitaliste, on peut créer des « morceaux de communisme » et procéder ensuite par extension, ce qui n'a jamais été ma position. Je le précise d'ailleurs dans mon ouvrage quand j'indique : « De l'exposé précédent nous ne saurions déduire la présence d'un communisme armé de pied en cap sous l'enveloppe capitaliste, qu'il suffirait de déchirer (...). Les exemples que nous venons de donner (j'avais évoqué, en France, le système de santé, d'éducation, la retraite par répartition, etc.) ne sont que des signes, des témoignages sur un autre monde possible, témoignages constamment menacés tant que le capitalisme demeure dominant »⁶.

Khalifa affirme ensuite que je remets en cause trois éléments fondamentaux du marxisme. « Le premier, dit-il, renvoie à la situation du salariat. Celui-ci est capable, sous le capitalisme, de construire des éléments de son émancipation, éléments certes fragiles, remis en cause de façon permanente, dépendant des rapports de forces, mais qui n'en subsistent pas moins et peuvent même se développer⁷ ». Khalifa ajoute : « La question du « saut périlleux », que le prolétariat devait « réaliser pour passer d'une classe triplement dominée (économiquement, idéologiquement, politiquement) à celle de l'émancipation universelle⁸ », est résolue tout simplement parce qu'il n'y a plus de grand saut à faire ». « Le prolétariat, devenu salariat, n'est pas rien, conclut Khalifa, et n'a donc pas à se poser comme problème de savoir comment devenir tout ». Où sont donc les « éléments de son émancipation » que construirait le salariat sous le capitalisme ? Où sont les nouveaux rapports de production, la nouvelle façon de produire qui montrerait que le prolétariat a, économiquement, commencé à s'émanciper ? Où est la nouvelle idéologie, qui jouerait pour le salariat le rôle qu'ont joué les Lumières pour la bourgeoisie en guerre contre l'aristocratie ? Où sont « les éléments d'émancipation » politique du salariat ? Sur ces trois plans (économique, idéologique, politique), la bourgeoisie a de son temps montré, par contre, qu'elle était capable de bâtir « des éléments de son émancipation » et de les élargir. Il ne faut pas confondre les institutions que le salariat a pu obtenir dans le cadre d'un rapport de force particulièrement favorable (des institutions qui peuvent être - et sont - progressivement détruites en ce moment même) avec les premiers éléments de l'émancipation du prolétariat d'aujourd'hui. Celui-ci est toujours triplement dominé et, de ce fait, il a toujours un grand « saut périlleux » à faire s'il veut se libérer.

Ma deuxième remise en cause du marxisme concernerait, selon Khalifa, la question de la rupture. Joshua reprend, nous dit-il, « les arguments classiques en faveur de la rupture révolutionnaire qui fait du préalable de la prise du pouvoir politique le verrou à faire sauter avant de pouvoir engager un processus d'émancipation. Mais ceux-ci tombent en grande partie, si, sous le capitalisme, peuvent naître et se développer des éléments de communisme ». Sur les « éléments de communisme », j'ai déjà dit ce que j'en pensais. Sur le reste, je maintiens que, face à la pieuvre tentaculaire du capitalisme moderne, procéder par grignotage est illusoire ; bien mieux, les îlots de résistance qui manifestent autre chose que la réalité existante subissent en permanence les assauts de la logique du système. Et s'ils revivent constamment, ils sont aussi constamment battus en brèche. Le capitalisme s'organise autour de points d'ancrage, à commencer par celui de l'Etat, à partir desquels, tant qu'ils n'ont pas été détruits, il reconstitue sa logique.

Khalifa remet en cause cette analyse, en insistant sur « les transformations intervenues

avec la mise en place de l'État social. Avec celui-ci, dit-il, l'État admet l'expression collective des travailleurs avec l'existence de syndicats reconnus et de la « démocratie sociale », indice à la fois de la position de pouvoir des salariés dans la société et de leur intégration, à travers leurs organisations, au fonctionnement de l'État bourgeois ». L'ensemble des institutions visées par ces développements existe bel et bien ; des institutions qui admettent l'expression collective, non pas des travailleurs, mais des syndicats, ce qui n'est pas la même chose. Mais c'est un abus de langage de les désigner comme constituant « un Etat », même s'il est social. Il n'y a qu'un seul Etat et il détient le pouvoir politique. L'existence de syndicats reconnus et de la « démocratie sociale » signifie-t-il que les salariés ont conquis des positions de pouvoir, des positions qui les amèneraient à décider de leur sort, même partiellement ? Poser la question, c'est y répondre, surtout au moment où se multiplient les « plans sociaux », face auxquels les travailleurs sont manifestement impuissants.

Ma troisième remise en cause du marxisme porterait sur la question du sujet révolutionnaire. J'affirme en effet que « s'il y a une multiplicité d'oppressions qui ne peuvent se réduire à la seule opposition capital/travail, le mouvement même du capital qui vise à marchandiser toutes les activités humaines et jusqu'à la vie elle-même, élargit le terrain de l'affrontement autour des deux protagonistes centraux que sont bourgeoisie et prolétariat et, recouvrant la société toute entière, en vient à concerner peu ou prou toutes les catégories de la population »⁹. « Si tel est le cas, nous dit Khalfa, il faut en tirer explicitement une conclusion : la question du sujet révolutionnaire n'a alors plus guère de sens. La domination du capital ne se réduisant pas à la sphère des rapports de production, mais visant la société toute entière, le mouvement qui s'y oppose ne peut être que « non classiste » et hétérogène ». La conclusion, je crois, est erronée. J'ai bien précisé dans ma formulation que le terrain de l'affrontement s'élargit « autour des deux protagonistes centraux que sont bourgeoisie et prolétariat ». Le prolétariat conserve son rôle central ; simplement, je tiens compte de l'évolution du capitalisme et des formes de sa domination, qui élargit considérablement le terrain de l'affrontement. Si je critique un certain nombre d'auteurs, ce n'est pas, comme le dit Khalfa, parce qu'ils remettent en cause le rôle du prolétariat dans la transformation sociale : c'est parce qu'ils ne proposent rien de bien convaincant en lieu et place de ce rôle. Comparativement, la place du prolétariat chez Marx me paraît plus solidement fondée, sur l'exploitation et l'oppression que ce prolétariat subit (qui soude ses rangs et l'oppose frontalement au capital), sur sa concentration en grandes masses (dans l'entreprise, dans la ville, etc.), sur son nombre, sur son organisation. Cela ne m'empêche pas de me demander si le prolétariat pourra mener à bien sa mission historique, comme le titre de mon chapitre 2 l'indique clairement.

Pour clore (momentanément !) le sujet de la stratégie révolutionnaire, disons quelques mots de la violence. Khalfa pense que j'aurais dû me prononcer clairement pour une stratégie non violente, en introduisant un *distinguo* qui me paraît assez spécieux entre stratégie (non violente) et tactique (qui peut éventuellement l'être à un moment donné). Le même Khalfa, pourtant, admet « qu'il est assez peu probable que les classes dirigeantes cèdent la place sans employer tous les moyens qu'elles ont à leur disposition ». Si c'est bien le cas, la seule conclusion possible est que l'utilisation de la violence ne peut pas être écartée d'entrée de jeu, ce qui n'est rien d'autre que ce que je dis.

Le reste des critiques de Khalfa porte, pour l'essentiel, sur la question de l'Etat (sont concernés les chapitres 4, 5 et 6). Dans mon livre, je parle de la politique comme de « cet ensemble de procédés, d'actes, de discours, qui, sous le capitalisme, tendent à constituer la société en une communauté. Alors que la société est donnée d'emblée dans sa diversité,

faite de l'addition contradictoire d'individus et de catégories, la politique vise à projeter une réalité nouvelle à partir de l'existant, elle donne à voir une communauté là où il y a les affrontements de la société civile »¹⁰. Khalifa me reproche d'ajouter (suivant en cela Marx) que, sous le capitalisme, cette communauté demeure illusoire, car elle se constitue sous domination bourgeoise. Pour lui, « la communauté politique actuelle n'est pas « illusoire », elle est inachevée, mais elle n'en existe pas moins comme telle pour les individus et groupes sociaux qui la composent et qui s'y reconnaissent plus ou moins ». Pour moi, la démocratie politique actuelle n'est pas inachevée, elle est bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle tend à constituer la société en une communauté, mais de façon à assurer la perpétuation de la domination bourgeoise. Cette démocratie n'en existe pas moins comme telle pour les individus et groupes sociaux, nous dit Khalifa : mais c'est justement en cela qu'elle n'est pas inexistante, mais illusoire.

Khalifa fait appel à Rosa Luxemburg, en soulignant que, dans un passage de *La révolution russe* que je cite¹¹, elle ne parle pas, à propos des droits démocratiques, de « droits bourgeois ». Et Khalifa d'ajouter : « comme l'affirme Rosa Luxemburg, nous avons besoin de ces droits, tout simplement parce que nous voulons vivre en démocratie ». Il n'en demeure pas moins qu'il y a démocratie et démocratie et que, dans le passage de *La révolution russe* que je cite, nous trouvons, sous la plume de Rosa, l'affirmation suivante : « La tâche historique qui incombe au prolétariat, une fois arrivé au pouvoir, c'est de créer à la place de la démocratie bourgeoise la démocratie socialiste et non pas de supprimer toute démocratie »¹², ce qui montre bien que, pour Rosa, la démocratie a un caractère de classe.

Je m'emploie ensuite à montrer qu'après une éventuelle prise de pouvoir par les travailleurs, l'extinction de l'Etat est une illusion. Je m'éloigne ce faisant de la position de Marx et, curieusement, à cette occasion, Khalifa s'en rapproche. J'affirme qu'une société « traversée par d'importantes contradictions devra toujours créer des instances pour assurer sa survie malgré les conflits qui la travaillent. Des lieux de médiation, qui l'aideront à surmonter ses divisions, mais qui la rendront inévitablement plus opaque. Des instances issues d'elle, et lui échappant pourtant, parce que, pour pouvoir remplir leur fonction, ces instances doivent nécessairement être dotées d'une certaine autonomie, d'une certaine épaisseur, d'une certaine pérennité ». Ma conclusion est la suivante : « Penser la disparition de l'Etat, c'est penser la fin des contradictions sociales, l'harmonie universelle d'une société totalement transparente et directement présente à elle-même¹³ ». Khalifa s'oppose à cette conclusion. Il soutient d'abord qu'une telle affirmation est historiquement fautive, invoquant le travail des anthropologues, et l'exemple de l'Athènes de l'âge classique qui, « pourtant travaillée par de profondes contradictions sociales, ne connaissait pas d'Etat au sens précisément où Joshua le définit, ce qui n'empêchait ni l'existence d'institutions, ni encore moins l'existence de la politique ». J'avoue ne pas connaître les travaux des anthropologues. Je connais mal le cas athénien, mais celui de Rome va tout à fait dans mon sens (voir l'Annexe).

Dans la mesure où j'évoque dans mon livre le cas d'une « société de village » (qui pourrait alors être dépourvue d'Etat¹⁴), Khalifa me fait le reproche suivant : « De deux choses l'une, soit, une société sans Etat est impossible car cela suppose « une société totalement transparente et directement présente à elle-même », soit elle est possible dans certaines conditions qu'il faut discuter ». Une « société de village » pourrait, théoriquement, traiter des affaires communes de la cité sur la place centrale. Dans ces conditions, elle n'aurait pas d'appareil d'Etat, sans lequel un Etat n'en est qu'à ses premiers pas. Dans la pratique, en partant de la situation d'aujourd'hui, une telle « société de village » ne me paraît guère possible, ni même envisageable. C'est pourquoi je n'ai évoqué ce cas que pour le rejeter

~~aussitôt, estimant (ce que je crois toujours) qu'il était inutile de pousser l'analyse plus loin sur ce point.~~

Voilà un tour rapide de l'essentiel des critiques de Khalfa. Je ne voudrais pas faire un texte trop long, je ne noterai donc pas les points d'accord, bien qu'ils soient très nombreux. Je ne noterai pas non plus les nombreuses questions, fort justement posées par Khalfa, et sur lesquelles le débat doit se poursuivre. Je voudrais remercier Khalfa pour la qualité de sa lecture, l'attention portée à mon texte et le grand intérêt de ses remarques et commentaires. Le débat est lancé, on peut espérer qu'il se poursuivra et s'élargira à de nouveaux protagonistes.

Annexe : Rome¹⁵

Aux premiers temps de la République, Rome n'est rien d'autre qu'une cité ; elle est cependant travaillée par de fortes contradictions sociales : maîtres et esclaves, citoyens romains et étrangers, *nobilitas* (où prédominent les grands propriétaires fonciers) et plèbe (le mot ayant le sens de multitude, de gens du commun). Esclaves et étrangers n'ont pas droit à la parole, et les femmes sont exclues du jeu politique. *Nobilitas* et plèbe, par contre, sont représentées dans des institutions. Des institutions nettement séparées, comices (assemblées) centuriates pour la *nobilitas*, comices tributes pour la plèbe, chacune de ces assemblées ayant le pouvoir de dire la loi, les premières élisant les consuls, les secondes les tribuns. Nous sommes en présence d'un Etat bicéphale, conflictuel mais institutionnalisé, ce qui est malgré tout une façon de reconnaître le conflit et de le canaliser, un conflit qui ne peut être géré qu'avec le compromis des deux adversaires.

On le voit, comme je l'indique dans le texte, la République romaine « crée des instances pour assurer sa survie malgré les conflits qui la travaillent. Des lieux de médiation, qui l'aideront à surmonter ses divisions (...) ». On ne peut donc pas dire que, dans ce cas, il n'y a pas d'Etat alors pourtant qu'il y a contradictions sociales. Mais il ne s'agit que d'un proto-Etat, parce qu'il ne dispose pas de ce qui en ferait un Etat au sens plein du terme : un véritable appareil d'Etat. Quand, au gré des conquêtes, le territoire s'étend, que la « société de village » n'est plus qu'un lointain souvenir, et surtout quand on passe à l'Empire, cet appareil est là et bien là et l'Etat également, dans la foulée.

Photographie: Inex Film, Belgrade

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

références

↑ 1 Ed. Page Deux, 2012, Lausanne.

↑2 Résolutions du 1^{er} congrès de l'AIT, *Œuvres de Karl Marx*, T. 1, Pléiade, 1963, p. 1469.

↑3 *La révolution selon Karl Marx*, p. 64,66.

↑4 Dans ce texte, toutes les citations faites de Khalfa sont extraites de sa contribution *Le marxisme en question*.

↑5 *La révolution selon Karl Marx*, p. 243.

↑6 *La révolution selon Karl Marx*, p. 247.

↑7 Voir Bernard Friot, *Puissance du salariat*, Editions La Dispute, 1998.

↑8 *La révolution selon Karl Marx*, p. 54.

↑9 *La révolution selon Karl Marx*, p. 71.

↑10 *La révolution selon Karl Marx*, p. 138.

↑11 *La révolution selon Karl Marx*, p. 234.

↑12 *La révolution selon Karl Marx*, p. 234.

↑13 *La révolution selon Karl Marx*, p. 214-215.

↑14 *La révolution selon Karl Marx*, p. 216.

Ces développements sont tirés d'un texte sur la fin de l'Empire romain, texte que j'ai

↑15 rédigé, qu'on trouvera sur le site : europe-solidaire.org, sous l'intitulé : « Fin de partie ».